



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3038
23 octobre 2026
1,50 € • DOM: 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Après le 17 octobre

Une révolte légitime qui doit s'étendre aux travailleurs



Manifestation du 17 octobre, à Paris.

Morts au travail
**Capitalistes
assassins**

Pages 12, 13 et 15

Albanie
**La contestation
s'étend**

Page 9

Macron:
**Voyage au
service de Total**

Page 10

Les jeunes en lutte

- Macron répond par la matraque 3
- Une campagne de diversion 3
- Les manifestations du 17 octobre 4-5
- Violences: l'ultragauche, coupable imaginaire 6
- Confédérations syndicales: le 5 novembre, et avant ? 6
- « Parti de l'ordre »: les bêtes à cornes ont peur du rouge 6
- Saint-Étienne: Farès, 17 ans, mutilé par une grenade 7
- Lycée Paul Eluard - Saint-Denis: une arrestation de trop 7
- Lycée Jacques Brel - La Courneuve: les lycéens mobilisés face à la justice 7
- Angoulême: intrusion policière dans les lycées 7

Leur société

- Le voyage de Macron: au service de Total 10
- Belgique: des jeunes se mobilisent 10
- Rapatriés d'Indochine: une reconnaissance bien tardive 10
- Migrants: la fabrique de l'errance 11
- Rima Hassan en procès: non à la mise au pas derrière Netanyahu! 11
- Impôt sur les sociétés: les fraudeurs sont les capitalistes 11
- Les casseurs du petit commerce 11

Dans le monde

- Inde: la jeunesse étudiante défie le pouvoir 8
- Tunisie: manifestation contre la vie chère 8
- Île Maurice: des émeutes sur fond de misère 9
- Albanie: la contestation s'étend 9
- Cisjordanie: nettoyage ethnique sans témoins 16
- Détroit d'Ormuz: un blocus qui rapporte aux armateurs 16

Dans les entreprises

- Hôpital Meulan-Les Mureaux 12
- Fermeture des maternités: insoutenable ! 12
- Scania - Angers 12
- Morts au travail: l'exploitation tue 12
- Autoentrepreneurs: c'est aussi l'exploitation 13
- Inspecteurs du travail - Grenoble 13
- Erode - Verberie 13
- Cancers professionnels: travailleurs ultra-exposés 13
- Fonderie de Bretagne - Caudan 14
- Renault - Flins 14
- Duralex 14
- Hutchinson - Briare 14
- Stellantis - Mulhouse 15

Agenda

- Meetings et fêtes 16

Une révolte légitime à laquelle les travailleurs peuvent donner une direction

D'après le gouvernement, nous avons été plus de 550 000 à manifester le 17 octobre, deux fois plus que lors de la manifestation lycéenne du 6 octobre. C'était, dans toutes les villes, une véritable marée humaine. Des jeunes et des moins jeunes ont réclamé des conditions d'enseignement dignes et dit leur ras-le-bol d'en être réduits à la survie permanente.

Mais ce ne sont pas leurs revendications ni l'élan enthousiaste de ces immenses cortèges qui sont commentés. Ce sont les batailles rangées avec la police, les pillages de magasins et les saccages de lieux publics dans plusieurs villes.

Ces deux aspects ne sont pas séparés. Ils reflètent une même rage provoquée par la montée des inégalités et des injustices. Et de fait, de plus en plus de jeunes et de travailleurs se disent que, pour être entendu, il faut casser et affronter la police.

Que le pouvoir soit sourd et muet face aux souffrances des classes populaires et qu'il faille se battre avec détermination pour arracher ne serait-ce que le minimum vital est certain. Mais ce qui compte le plus, c'est que cette lutte devienne l'affaire de millions de personnes. Et la casse pour la casse ne nous y aide pas.

Les travailleurs connaissent trop le prix des choses, et ce qu'il leur en coûte pour les fabriquer et les entretenir, pour ne pas être écœurés de voir des bâtiments et des petits commerces saccagés. Et comment ne pas voir que ces violences font le jeu du pouvoir ?

Le gouvernement profite de cette ambiance de guerre civile qu'il a contribué à créer. D'abord en laissant pourrir la situation, ensuite en multipliant les provocations et les violences policières parce qu'il n'a rien à proposer à la jeunesse. Macron l'a encore montré dans son allocution de dimanche soir. À part des coups de menton autoritaires et la menace d'interdire les manifestations, il n'a rien à proposer !

Le gouvernement ne veut rien céder aux classes populaires, pas un centime. Alors qu'il fait cadeau de 2,5 milliards aux grandes entreprises riches en diminuant la surtaxe sur les profits dans son budget, alors que les compagnies pétrolières s'engraissent sur notre dos par milliards. Il sait répondre aux revendications... quand elles viennent de la grande bourgeoisie,

des actionnaires et des milliardaires !

Alors, quand les jeunes n'obtiennent rien pour améliorer les conditions d'études, quand nous en sommes, nous travailleuses et travailleurs, à ne plus rien pouvoir nous payer et à nous priver de déplacements, oui, il y a de quoi être en rage, et de quoi se lever pour donner une suite au 17 octobre.

Beaucoup de femmes et d'hommes dans le monde du travail ne croient pas à la possibilité de gagner et ne se lancent pas dans la lutte. Les affrontements avec la police contribuent aussi à faire peur. Mais il faut réaliser que nous, les travailleurs, nous représentons, collectivement, une force sans comparaison avec les cortèges que l'on a vus jusque-là dans les rues.

Nous avons mille fois plus les moyens de peser sur le gouvernement et le grand patronat que tous ceux qui montent des barricades et croient s'attaquer au capitalisme en brisant des vitrines,

car nous sommes au cœur du système productif.

Notre travail est à l'origine des profits et des capitaux. Cela nous donne un immense pouvoir qu'il faut utiliser pour défendre nos intérêts et faire avancer toute la société.

On doit tirer les leçons des faiblesses

du mouvement des gilets jaunes. Il est possible de faire plus efficace que les manifestations du samedi et l'occupation des ronds-points, et il est possible de contrôler notre lutte si nous utilisons nos armes de travailleurs : la grève et les occupations d'entreprises.

Les plus grandes victoires ont été remportées lorsque la lutte s'est déplacée au cœur des entreprises. Quand elle ne visait pas seulement le pantin qui occupe l'Élysée, mais aussi ses maîtres, les capitalistes.

Si mai-juin 1968 a marqué l'histoire et ouvert des perspectives aux travailleurs, aux femmes et aux jeunes, c'est que les journées de barricades et de voitures brûlées au Quartier latin ont débouché sur une grève générale de trois semaines faisant se lever 10 millions de travailleurs.

L'entrée du monde du travail dans la contestation peut décider de l'avenir et du succès de la mobilisation qui ébranle le pays. Discutons-en dans les entreprises, organisons-nous pour aller dans ce sens.

Nathalie Arthaud



Paris, le 17 octobre.



PASCALINE MESNAGER

Macron répond par la matraque

L'allocution d'Emmanuel Macron le lendemain de la manifestation du 17 octobre n'a apporté aucune réponse ni aux lycéens mobilisés ni à tous ceux qui ont manifesté contre la vie chère.

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement utilise la violence et la répression pour essayer d'endiguer la mobilisation de la jeunesse. En fait, il craint sa propagation et qu'elle puisse inspirer d'autres couches de la population.

Dès les premiers jours, il a envoyé la police contre les lycéens. Cinq d'entre eux au moins sont mutilés. Des lycées ont été fermés immédiatement. Les arrêtés préfectoraux menaçaient d'amendes et de peines de prison en cas de rassemblement devant les lycées. Les coups, les interpellations et les gardes à vue visaient à intimider ces jeunes. Mais leur détermination s'est révélée plus forte.

Puis est venue l'heure des promesses mensongères. Le ministre de l'Éducation nationale a soudain sorti de

son chapeau 3 000 enseignants! Au même moment, face à la grogne des automobilistes, le Premier ministre a promis une baisse de 12 à 18 centimes des prix du gazole à la pompe. Or les promesses n'engagent que ceux qui y croient! Très rapidement le voile est tombé. Les remplacements d'enseignants sont de la poudre aux yeux. L'administration a été jusqu'à demander à des professeurs de mathématiques d'assurer des cours de lettres et à des professeurs de français de faire de l'anglais... Quant aux prix à la pompe, les automobilistes attendent toujours la baisse!

En vue de la manifestation du 17 octobre, le ton a changé à nouveau. Le ministre de l'Intérieur a martelé que policiers et gendarmes auraient le droit d'utiliser toutes les « armes intermédiaires ». Et

de brandir, menace explicite, la remise en circulation des grenades assourdissantes, dont l'une a été responsable de la main arrachée d'un jeune devant son lycée à Lens. Les ministres se sont relayés dans les médias pour expliquer que cette journée du 17 allait être ultraviolente afin de dissuader le maximum de manifestants. Macron est allé dans le même sens lors de son allocution du vendredi 16.



Et après toute cette propagande, les gouvernants, accusés d'avoir prévu un nombre insuffisant de policiers sur le terrain pour empêcher les pillages, expliquent avoir sous-estimé la mobilisation!

Finalement, le 17 octobre, ce sont au moins 550 000 personnes qui se sont rassemblées dans toute la France, bien plus que lors des premières manifestations des gilets jaunes en 2018. Preuve que la colère actuelle est immense et que la mobilisation de la jeunesse ne s'est pas éteinte. Mais, en même temps, le gouvernement ne veut en aucun cas y répondre. Pour lui, il est hors de question de déboursier le moindre centime supplémentaire pour l'éducation, comme il est hors de question de forcer les raffineurs à diminuer leurs marges pour faire baisser prix de l'essence, comme il est invisable de taxer les capitalistes pour pouvoir répondre aux besoins de la population.

Alors le gouvernement, et Macron l'a confirmé lors de son allocution du dimanche 18 octobre, poursuit dans la voie de la répression et dans la tentative de faire peur. Le nombre total de gardes à vue frise les 10 000. Des couvre-feux sont instaurés, visant les seuls mineurs dans certains quartiers. Les durées des gardes à vue sont allongées. Il est demandé aux juges la plus grande fermeté contre les interpellés, quel que soit leur délit. Mercredi 21 au matin, les médias dénombrèrent au moins 180 emprisonnés, soit déjà condamnés à des peines fermes souvent pour pas grand-chose, soit en attente de jugement.

En durcissant la répression, le gouvernement espère mettre fin au mouvement. Mais l'effet a été inverse jusque-là car, qui sème la colère récolte la révolte!

Joséphine Sina

Une campagne de diversion

Après les destructions et les pillages qui ont frappé des commerces ou des mairies, une campagne a relayé la détresse des petits commerçants qui ont tout perdu et l'émotion devant les bâtiments publics détruits.

Les commerçants, dont le désarroi et la colère sont bien compréhensibles, sont des victimes collatérales de la rage sociale qui s'est exprimée le 17 octobre. Mais les responsables politiques de droite et d'extrême droite qui entretiennent cette campagne, et les médias qui les relaient, n'ont pas la même indignation quand des actionnaires décident de fermer des usines, plongeant ainsi des familles entières dans la gêne et ruinant parfois toute une région, y compris les commerces. En

insistant sur les casseurs et les voleurs, ils cherchent à minimiser l'ampleur de la colère sociale, à faire peur aux millions de femmes et d'hommes qui restent encore observateurs de la mobilisation et même à les dresser contre celle-ci.

Si l'immense majorité des manifestants du 17 octobre a défilé sans casser, heureux d'être nombreux ou en colère parce qu'ils ne s'en sortent plus tout en travaillant dur, les mêmes ont été heurtés d'abord par la violence policière qui a

usé et abusé des grenades et des gaz. C'est bien le gouvernement qui, pour toute réponse aux revendications des lycéens mobilisés depuis trois semaines, a placé près de 10 000 jeunes en garde à vue et en a blessé et mutilé plusieurs. Comment s'étonner que cette violence d'État pousse une partie des manifestants à répondre sur le même terrain? Même s'il est évident que détruire des bâtiments publics et piller des magasins n'est pas le meilleur moyen d'entraîner les hésitants et d'approfondir la contestation, les principaux fauteurs de la violence sont au pouvoir.

La guerre sociale que mène la bourgeoisie aux classes populaires plonge

des femmes et des hommes dans la précarité, transforme des quartiers en ghettos de pauvreté, marginalise des centaines de milliers de jeunes ou moins jeunes. Ceux qui travaillent dur n'arrivent pas à vivre décemment avec un salaire insuffisant quand tant d'autres doivent survivre avec des petits boulots. Des millions de personnes n'ont en général que le droit de regarder des vitrines inaccessibles, et pas seulement celles de produits de luxe. Comment s'étonner si, quand l'occasion se présente, certains jeunes et moins jeunes des quartiers populaires se sentent vengés en se servant ou en détruisant des magasins?

Contrairement à ce que peuvent affirmer les militants Black bloc, qui étaient aussi présents le 17 octobre, les destructions d'agences bancaires, de magasins ou de mobilier urbain, même quand ils appartiennent à de grands groupes commerciaux, n'affaiblissent en rien la grande bourgeoisie et n'ébranlent pas l'État. Pour abattre la dictature du capital, il faut exproprier les actionnaires, prendre le contrôle des entreprises et les mettre au service de la collectivité. Ceux qui en ont la force, ce sont les travailleurs qui les font fonctionner, pas des petits groupes de manifestants dans la rue.

Xavier Lachau

Les manifestations du 17 octobre : un succès

Paris

D'imposantes forces de police empêchaient d'accéder à la place de la République et repoussaient les jeunes avec des gaz lacrymogènes.

La foule grossissant, la police a fini par ouvrir l'accès au boulevard Magenta : une masse compacte de manifestants s'est ébranlée le long d'un parcours autorisé vers la place Clichy. Ce cortège était enthousiaste, parsemé de pancartes en carton, avec quelques banderoles ici ou là. Il a laissé derrière lui la petite minorité qui a mis le feu à divers mobiliers ou forcé les rideaux de magasins. La foule s'écartait spontanément pour laisser passer les camions de pompiers.

Bien d'autres manifestants, peut-être aussi nombreux au total, n'ont pas pu accéder à la place de la République et ont manifesté en empruntant d'autres rues. Un grand cortège, comprenant un groupe de quelques dizaines de soignants de l'hôpital Saint-Antoine en blouse et de postiers, s'est dirigé vers la place de la Nation sans voir un seul policier, ni une seule dégradation. D'autres ont sillonné la rive droite,

essayant de rejoindre la place Clichy, bloqués ici ou là par la police.

En interdisant la concentration des manifestants place de la République, les

autorités ont certainement accru les risques de chaos, de violences et de désordres, dont les médias ont ensuite fait leurs choux gras. Elles croyaient aussi sans doute pouvoir décourager les manifestants et faire baisser la participation. Il n'en a rien été.



SERGE D'IGNAZIO

Limoges

Dès 10 heures, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées, à l'appel d'anciens gilets jaunes et de la Confédération paysanne. Les manifestants étaient nombreux et très divers.

Beaucoup de jeunes, lycéens et étudiants, des profs, des hospitaliers, des travailleurs du privé, des syndicalistes, et beaucoup de familles étaient venues manifester ensemble.

Rapidement, le cortège s'est mis en branle en direction de l'entrée de l'autoroute. Ceux qui ont pris la tête du cortège voulaient la bloquer. La manifestation, qui avait grossi de plusieurs milliers de personnes, a suivi, dans une ambiance joyeuse, avec pancartes en carton et même un orchestre.

À la jonction avec l'autoroute, beaucoup de gaz lacrymogène a fusé. L'atmosphère a vite été irrespirable. Une grande partie du cortège a spontanément changé de direction. Mais après un moment, beaucoup sont

revenus vers l'autoroute, forçant le cordon de policiers à reculer. Les manifestants occupaient la voie dans la même ambiance qu'au début de la manifestation.

À 17 heures, les manifestants restants, un millier environ, se sont retrouvés devant la mairie. Quelques-uns s'en sont pris au bâtiment et ont déclenché un incendie au rez-de-chaussée. À ce moment-là, parmi les manifestants rassemblés tout autour, on a pu entendre des réflexions telles que « Ça ne marche pas quand on manifeste calmement », mais plus souvent « Ça sert à rien », « attaquer la mairie, ça n'a pas de sens ». Quand le feu s'est propagé à la toiture, c'était la sidération.

Depuis, le maire multiplie les déclarations sur

l'ordre à rétablir, contre les casseurs, les pilliers. Le dimanche soir, il a organisé une manifestation, appelant à un « élan républicain ». Comme les médias, il a totalement occulté la réussite de la manifestation et encore plus les revendications des jeunes et des travailleurs.

Bien des travailleurs pensent que c'est complètement stérile de s'en prendre à la mairie. On entend : « On y va souvent », « Comment vont faire ceux qui ont besoin de quelque chose ? » Ils pensent aussi aux difficultés que vont avoir les employés municipaux pour faire leur travail dans les semaines prochaines. Mais, rapidement, beaucoup parlent aussi de ce qui a provoqué la manifestation : les jeunes qu'on n'écoute pas, les moyens qui manquent, tous les prix qui augmentent. Pour eux, pas question de s'arrêter de protester et de manifester.

Lyon



À Lyon le 17 octobre, aucun parcours n'avait été déposé et les syndicats ont été aux abonnés absents. Tout le monde s'attendait à ce que la police gaze et matraque, ce qu'elle a fait dès le matin.

Malgré cela, plus de 20 000 manifestants, souvent en petits groupes, des jeunes mais aussi des travailleurs et des retraités en colère contre la vie chère, sont restés la journée entière, avec leur pancarte, passant d'un lieu à l'autre au milieu des gaz. Cortèges, banderoles, slogans revendicatifs étaient quasi absents.

Rapidement, lorsque l'Office du tourisme a été incendié, l'immense place Bellecour, point de convergence des manifestants, s'est transformée en souricière arrosée de gaz lacrymogène. Cela n'a pas empêché des milliers de personnes de continuer à défiler toute l'après-midi dans les rues alentour, formant plusieurs cortèges improvisés à l'initiative de militants.

Un groupe de l'hôpital de la Croix-Rousse a manifesté en blouse blanche. Parmi les femmes et les hommes présents, certains craignaient les affrontements, tandis que d'autres ne voyaient pas d'un mauvais œil le recours à la violence. Mais la volonté de se regrouper entre travailleurs avec leurs propres revendications a été plus

forte que ces divergences. Derrière leur banderole « De l'argent pour l'hôpital, pas pour le capital », et munies d'un mégaphone, les hospitalières ont entraîné jusqu'à 2 000 autres manifestants dans leur sillage, en scandant des slogans comme « Du fric, du fric, pour l'hôpital public, du blé, du blé, pour tous les ouvriers ! ». Quand un manifestant a voulu s'en prendre à une boutique, beaucoup d'autres sont intervenus pour l'en dissuader, sentant que leur force était dans la cohésion du cortège.

Dans une autre partie de la ville, le cortège de Lutte ouvrière, accompagné de plusieurs cheminots en vêtements de travail fluo, a pu lui aussi quitter la place Bellecour, suivi d'un millier de personnes qui étaient contentes de trouver un cortège organisé pour crier leur colère avec des slogans. Ils étaient encouragés par les marques de soutien des automobilistes qui klaxonnaient ou des gens aux fenêtres, preuve que le mouvement était soutenu au-delà de ceux qui s'étaient sentis capables de braver les violences policières.

LES JEUNES EN LUTTE

Nord-Pas-de-Calais

Des centaines de personnes ont manifesté dans les villes populaires: Arras, Douai, Maubeuge, Saint-Omer, Boulogne, Lens, Calais, Valenciennes, Dunkerque.

C'est à Lille que la manifestation la plus importante s'est déroulée: 24 000 personnes d'après la préfecture, nettement plus de monde que lors des précédentes, dans un cortège très dense. Comme dans les autres villes, s'y mêlaient des jeunes lycéens ou étudiants et des groupes de travailleurs.

Les pancartes rivalisaient d'imagination et d'humour pour dénoncer le mépris du gouvernement envers les revendications de la jeunesse, les violences policières, l'inquiétude face à l'avenir, des critiques du capitalisme, mais aussi les problèmes liés au pouvoir d'achat. Une grande partie du cortège a pu aller jusqu'à son terme sans trop de problèmes. Mais dès avant le départ et pendant la manifestation, la police a commencé à gazer massivement des parties du cortège, ce qui a fini par inonder de gaz lacrymogène tout le centre-ville.

D'habitude, l'accès au centre-ville est bloqué à l'arrivée des manifestations, laissant les manifestants se disperser tranquillement. Là, bizarrement, c'était l'inverse: les accès au centre-ville étaient ouverts et il était bien difficile aux manifestants de trouver des accès pour repartir. Les barrages de policiers et de CRS étaient autour du centre et des milliers de manifestants bloqués dans un centre-ville déserté par la police. C'est à ce moment-là que des boutiques ont été pillées.

Comme partout ailleurs, les médias se sont focalisés sur les destructions matérielles qui ont eu lieu essentiellement en marge et après la manifestation. Mais pour tous ceux qui ont manifesté, le sentiment était la puissance du nombre, et le plaisir de se retrouver, tous âges confondus, pour dénoncer la régression de tout ce qui est utile à la population: école, hôpitaux, pouvoir d'achat... au bénéfice des plus riches.

Compiègne



Caen

Le 17 octobre à Caen, les manifestants se sont rassemblés sur une place piétonne inhabituelle, un peu fermée, et rapidement la place était noire de monde.

On y retrouvait des étudiants et des lycéens, venus souvent avec leur famille, et des travailleurs, ouvriers, pompiers, enseignants, des gens venus parfois de loin de Caen: Falaise, Flers, Condé-sur-Noireau.

La manifestation a commencé vers les rues piétonnes, et c'était un cortège énorme. La presse et les organisateurs ont estimé à 10 000 à 20 000 manifestants, peut-être deux à

trois fois plus que celles des 8 et 13 octobre.

Les manifestants ont pu défiler dans le calme, et ont été fort étonnés de se retrouver tous agressés par la police au bout de deux heures. Celle-ci a avancé vers le cortège en envoyant des lacrymogènes, prenant peut-être prétexte de la casse de quelques magasins loin de là et du siège de la police municipale par une petite minorité.

Blois



Rennes

Le rendez-vous pour la manifestation était à 14 heures, place de la République. Une demi-heure avant, la place était déjà noire de monde.

Alors que la grande majorité des manifestants n'avait pas encore quitté la place, les CRS ont lancé des grenades lacrymogènes et ont tiré au canon à eau. Résultat, plusieurs cortèges sont partis de la place et 30 000 personnes ont défilé dans la ville pendant deux heures, prenant des parcours différents, malgré les tentatives de la police de couper les cortèges à

plusieurs reprises. À la fin de la manifestation, c'était le même sentiment de fierté d'être ensemble, malgré les violences de la police, avec pancartes et slogans.

Les cortèges étaient jeunes avec de très nombreux lycéens, étudiants et même collégiens de Rennes et des villes alentour. Des étudiants en médecine criaient « De l'argent, il en faut, dans les hôpitaux, de

l'argent il y en a dans les poches du patronat ». Il y avait des travailleurs de tous les métiers et certains, d'une même entreprise, s'étaient donné rendez-vous pour manifester ensemble.

Dans la soirée, des magasins ont été attaqués, mais les milliers de manifestants qui étaient encore dans le centre-ville voulaient protester contre les provocations de la police et plus largement exprimer leur ras-le-bol contre la situation, comme ils l'avaient fait l'après-midi.

Rouen

Si la préfecture a annoncé 9 000 personnes à Rouen samedi, c'est que les manifestants étaient vraiment nombreux.

C'était une manifestation très peu encadrée ni organisée, un joyeux bazar, avec beaucoup de gens qui ne manifestent pas souvent ou même dont c'était la première manifestation: beaucoup de jeunes et pas forcément des étudiants et des lycéens.

Beaucoup sont venus par petits groupes ou en famille, chacun avec sa pancarte sur laquelle figuraient parfois des slogans sur leur travail, ou d'autres plus généraux.

La pancarte faisant référence au massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961 a eu du succès.

De grands morceaux du cortège étaient encore à la préfecture après 18 heures, après avoir fait le tour de la ville.

À peu près à la même heure, un rassemblement d'une centaine d'identitaires, la Marche des Normands (c'est-à-dire l'extrême droite des beaux quartiers), a finalement

été autorisée. Une partie d'entre eux sont allés au contact de manifestants, volontairement et pour cogner. Mais, visiblement, ils n'ont pas trop fait le poids et l'affrontement n'a pas duré. En revanche, les forces de répression n'étaient pas là où des jeunes ont pris des coups. Et, apparemment, elles n'étaient pas non plus dans la rue piétonne où des magasins ont été pillés par des groupes de très jeunes, qui ne venaient pas des manifestations, et que beaucoup de manifestants n'ont même pas vus.

Marseille

Dès le matin du 17 octobre, des manifestants ont afflué vers le centre-ville. Avant même 14 heures, il devenait difficile de descendre la Canebière pour rejoindre le lieu de départ sur le Vieux-Port.

Là, l'air était déjà chargé des gaz lacrymogènes de la police, ce qui a scindé le rassemblement en plusieurs cortèges s'élançant sur les rives du Vieux-Port, et le plus important a fini par remonter la Canebière jusqu'aux Réformés, où les manifestants ont pu enfin respirer et discuter entre eux. Des milliers de manifestants ont été gazés et empêchés de manifester, tandis que les rues

commerçantes voisines étaient pillées.

Les chiffres avancés par le préfet des Bouches-du-Rhône sont plus que mensongers: il a parlé de 30 000 pillards et 8 000 casseurs. Autrement dit, tous les manifestants seraient des casseurs! Rappelons qu'au plus fort des manifestations lycéennes, le 6 octobre, la préfecture avait compté moins de 5 000 manifestants.

Quant aux 30 000 pillards, cela correspond à la population d'un arrondissement du centre-ville, donc d'après lui, tous les habitants de cet arrondissement se seraient livrés au pillage? Un gros mensonge, qui révèle surtout son mépris des manifestants et de la population de cette ville pauvre, qui subit tous les jours les défaillances de l'État en matière de logement, de santé, ou encore d'éducation comme le scandent depuis un mois des milliers de jeunes!

Violences : l'ultragauche, coupable imaginaire

SERGE D'IGNAZIO



Dans la manifestation à Paris, le 17 octobre.

En quête d'un responsable des dégradations, le gouvernement a d'emblée désigné pêle-mêle LFI, et « ses proxys d'ultragauche », comme l'a déclaré Lecornu.

Dès le 28 septembre, Nuñez, le ministre de l'Intérieur, accusait les militants LFI de « se rendre sur les barages lycéens pour les inciter à commettre des violences ». Après la journée du 17 octobre émaillée d'incendies et de pillage, la meute s'est déchaînée. Le soir même, le Premier ministre Lecornu désignait « une nébuleuse d'extrême gauche dans laquelle La France insoumise occupe une place importante et dans laquelle il y a des gens, des groupuscules qui sont clairement dans un agenda de violence ». Le 19, il accusait « le mouvement de l'ultragauche » de vouloir « organiser un désordre

profond dans le pays jusqu'à l'élection présidentielle ». Macron, dans son allocution dimanche 18 octobre a, de son côté, désigné « les factieux issus de groupuscules d'ultragauche » comme responsables des violences.

La droite, ne voulant pas être en reste, s'est lancée elle aussi dans une dénonciation du complot d'extrême gauche. Édouard Philippe a accusé LFI « de remettre en question les fondements de notre république ». Bellamy, eurodéputé LR, s'est adressé à Philippe Poutou, ancien candidat du NPA rallié à Mélenchon, en lui disant « Pourquoi vous n'êtes pas en prison ce soir ? »

Mais, la ficelle est tellement grosse que même les services de police et de justice n'ont pu confirmer le rôle d'une prétendue ultragauche. Mediapart révèle que, le 18 octobre, un commissaire du renseignement territorial (RT) écrit, consterné : « Il y a des choses indicibles, mais quand on nous demande texto d'écrire que c'est LFI qui est derrière le mouvement alors que c'est objectivement faux de l'avis général des RT, forcément on a des décisions politiques. » Quant à la procureure de Paris, questionnée le 19 octobre sur TF1 sur le fait que les auteurs de violence le 17 octobre sont des personnes politisées vers l'ultragauche, elle a répondu : « Ce n'est absolument pas ce que je peux confirmer », contredisant directement la version du ministre de l'Intérieur. Mais celui-ci a répondu à tout : « Les ultragauches, qui ont l'habitude de ces types d'événements, ont évité de se faire interpellier. »

Ces militants d'ultragauche, on ne les voit pas, on ne les arrête pas mais ils existent, parole de ministre !

Christian Bernac

Confédérations syndicales : le 5 novembre, et avant ?

Les directions nationales des confédérations syndicales ont certes souhaité la réussite des manifestations du 17 octobre mais, sauf initiative locale, leur contribution concrète a été inexistante.

Au soir et au lendemain de ces manifestations, elles ont reconnu la puissance du mouvement, dénoncé plus ou moins selon les cas les manœuvres médiatiques pour déconsidérer les manifestants, plus ou moins critiqué les violences policières. Mais toutes s'en tenaient à l'agenda qu'elles ont défini en appelant le 5 novembre à une journée interprofessionnelle et intersyndicale de grèves et de manifestations.

Au début du mouvement des gilets jaunes, en novembre 2018, les confédérations avaient méprisé et même calomnié ceux qui se rendaient sur les ronds-points. Et cela pour une

seule et simple raison : elles n'avaient pas déclenché ce mouvement qui, d'ailleurs, ne leur demandait rien, même si bien des militants ouvriers y ont pris part. Cette position de départ leur a valu d'être mises dans le même sac que les partis gouvernementaux par un certain nombre de gilets jaunes. La CGT, la CFDT, SUD, la FSU, FO et l'UNSA n'ont pas voulu répéter cette erreur.

Mercredi 21, en sortant d'une entrevue, évidemment sans aucun résultat, avec Lecornu, l'intersyndicale maintenait son appel pour le 5 novembre. La CFDT souhaite que le gouvernement propose quelque chose d'ici là

et la CGT parle de soutenir la manifestation du 24 octobre.

Mais aussi bien les lycéens, les étudiants, ceux qui sympathisent avec eux que les travailleurs dans leur ensemble savent évaluer les rapports de force. Si plus de 500 000 manifestants, réunis quasi spontanément à travers le pays malgré les provocations policières, n'ont pas ébranlé le gouvernement, comment une journée programmée, encadrée, unique et sans lendemain prévu le pourrait-elle ? De plus, que doivent faire d'ici là ceux qui sont déjà mobilisés ? Comment donner aux travailleurs conscience de leur force ? Comment leur donner aussi conscience de leur bon droit, face à tous ceux qui pleurent sur le prétendu coût du travail ?



“Parti de l'ordre” : les bêtes à cornes ont peur du rouge

Alors que les médias ne retenaient des manifestations du 17 octobre que la casse et les affrontements avec la police, la droite et l'extrême droite ont pu s'en donner à cœur joie pour réclamer de l'ordre.

Le RN, dans un décor présidentiel pour Le Pen, sous le slogan « Face au chaos, la France en ordre » pour Bardella, a exigé plus d'effectifs, plus de grenades, plus d'impunité pour les policiers et plus de répression, plus de coups de matraque, plus de condamnations rapides et plus de places de prison pour les manifestants. Le Pen, candidate à l'Élysée, doit savoir que nombre de ses électeurs comprennent le mouvement contre la vie chère, voire y participent. Elle a donc eu une toute petite phrase pour qualifier de légitimes les revendications. Bardella, quant à lui, a fait une tirade aux relents pétainistes : « À chaque fois l'alliance mortifère des milices d'ultragauche et des prédateurs de banlieue, les uns voulant la destruction de l'État, les autres désirant prendre une revanche contre la France. » Il a même repris le qualificatif d'« armée du crime » par lequel Vichy et l'armée d'occupation nazie dénonçaient les militants communistes du groupe Manouchian avant de les assassiner.

Les autres ont surtout

été ridicules, comme Ciotti qui met en cause le basketteur Wembanyama pour son soutien aux lycéens de banlieue et exige qu'il assume les frais de la casse. Édouard Philippe déclare « la France a besoin d'être commandée », par lui, on s'en doute. Le pompon a été décroché par Lisnard, le maire de Cannes, qui essaie de se faire une place de soliste devant le chœur de la réaction. Il a dénoncé les « camps d'entraînement terroristes sur le plateau de Millevaches » où Mélenchon se rendrait tous les ans. Rien de moins.

Tous sont bien d'accord sur un point : le parti de l'ordre exige qu'on réponde par la matraque aux revendications populaires contre la vie chère et pour un service public digne de ce nom. À la jeunesse qui veut un avenir, ils promettent des uniformes de policiers d'abord, de gardiens de prison ensuite et de troupes, pour finir. Cela ne serait pas la première fois car, hélas, contrairement à ce que veulent croire bien des gens, on les a déjà essayés.

Paul Galois

Si la mémoire des travailleurs conscients n'y suffisait pas, l'attitude actuelle des confédérations syndicales montre qu'elles se préparent à ne pas y répondre. Elles ne veulent

en fait même pas les poser. Mais les jeunes et ceux des travailleurs qui les ont déjà rejoints peuvent le faire, et bien plus efficacement.

P. G.

Saint-Étienne : Farès, 17 ans, mutilé par une grenade

Le 17 octobre, Farès, un étudiant de 17 ans, a eu la main arrachée par une des nombreuses grenades de désencerclement lancées par la police à Saint-Étienne, devant le centre commercial de Centre Deux.

Au milieu d'un flot de gaz lacrymogènes, alors qu'il n'y avait aucune dégradation, les CRS et les gendarmes mobiles avaient bloqué les manifestants, déployant une grande brutalité pour les disperser. Immédiatement après avoir été touché, Farès a été pris en charge par des manifestants, qui lui ont fait un garrot et se sont réfugiés dans un restaurant tout proche pour le protéger, avant que les pompiers n'arrivent. C'est le cortège de manifestants qui a ensuite ouvert la voie au

véhicule des secours, en les applaudissant.

Dans l'ambulance, Farès a embrassé la main d'un des secouristes, en leur disant « *Merci pour votre travail.* » Ce geste le caractérise : c'est un jeune tourné vers les autres qui s'occupe de petits dans un centre aéré et dont la famille ouvrière travaille dur pour offrir un avenir à ses enfants. Et il a perdu sa main parce qu'il manifestait pour revendiquer une vie meilleure. Il n'a rien du casseur que les autorités ont mis en avant pour

discréditer les manifestants du 17 octobre. Il a été mutilé par la police, cela aurait pu arriver à n'importe quel manifestant.

La famille, malgré le choc terrible, a décidé de se battre. Elle a déposé une plainte, notamment contre le ministre de l'Intérieur Nuñez, qui la veille avait ré-autorisé l'utilisation des grenades de désencerclement. Après le drame de Lens où un autre jeune a perdu la main dans une manifestation lycéenne, sa responsabilité est immense. La famille veut se battre pour qu'aucune autre ne soit frappée par la même épreuve. Ce drame profondément révoltant est à l'image de toute cette société injuste.

Correspondant LO

Lycée Jacques Brel – La Courneuve : les lycéens mobilisés face à la justice

À La Courneuve, en Seine-Saint-Denis, la dernière semaine avant les vacances scolaires a été marquée par l'arrestation brutale, à son domicile, d'un élève du lycée Jacques Brel faisant partie des plus impliqués dans la mobilisation lycéenne.

Plus de trois semaines après le début du mouvement, de nombreux jeunes du lycée continuent à se mobiliser, malgré les intimidations et les pressions. Plusieurs interpellations arbitraires ont eu lieu depuis le début, pour un simple soupçon de participation à un feu de poubelle ou sans aucun motif du tout, entraînant des gardes à vue jusqu'à 24 ou même 48 heures pour décourager les lycéens de participer au mouvement.

Un cap a été franchi mercredi dernier quand une élève a été interpellée à son domicile, plaquée et emmenée menottes aux poignets

comme une criminelle après que huit policiers eurent retourné tout l'appartement, le tout devant la petite sœur de 10 ans et sans donner la moindre explication aux parents.

L'émotion a vite cédé la place à la colère, quand on voit comment, dans le moindre détail, la machine policière et judiciaire est faite pour écraser celles et ceux qui protestent : des parents sans nouvelles de leurs enfants pendant des jours et des nuits entières, des jeunes réveillés en pleine nuit pendant leur garde à vue pour essayer de leur casser le moral, traités « *comme s'ils*

avaient essayé d'assassiner le président » comme le disait la mère de l'élève concernée. Déférée au tribunal vendredi avec un autre élève du lycée, elle en est sortie la tête haute et accueillie par ses proches, ses camarades et des enseignants.

Les heures passées à se rassembler devant le commissariat puis le tribunal ont aussi permis de susciter, y compris chez les parents, une forme de fierté vis-à-vis de ces lycéens capables de relever la tête et de combattre pour se faire respecter. Quant aux deux jeunes du lycée Jacques Brel qui sont sortis du tribunal vendredi, si l'objectif était de leur faire peur et de les démoraliser, on peut dire que c'est bien raté !

Correspondant LO



Au lycée Jacques Brel à La Courneuve, le 2 octobre.

Lycée Paul Éluard – Saint-Denis : une arrestation de trop

Juste après la manifestation du 13 octobre, au lycée Paul Éluard, les jeunes ont recommencé à bloquer, laissant passer ceux qui tenaient à avoir cours.

La police n'a cessé de provoquer les lycéens, au moindre prétexte, comme si le fait qu'ils aillent sur la rue, par exemple, l'autorisait à gazer. Le jeudi 15 octobre, alors qu'il y avait déjà eu trois arrestations, un policier a arraché la pancarte d'un jeune de 16 ans, sur laquelle figurait ce slogan pour le moins subversif : « *Notre avenir, on veut le construire pas le subir.* » L'élève s'est alors énervé et a insulté le policier, pour finir par se réfugier dans le lycée.

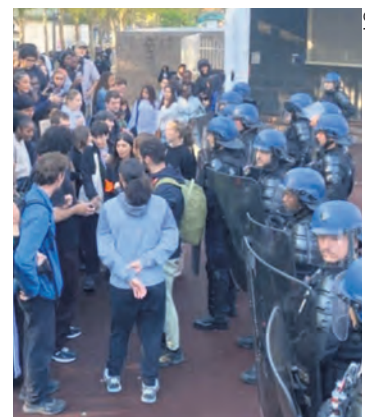
Deux policiers de la BAC (brigade anti-criminalité) sont entrés dans l'établissement pour procéder à son arrestation. Normalement une telle intrusion dans un établissement scolaire est exceptionnelle et n'a lieu que pour des faits graves. Mais le nouveau proviseur est connu pour travailler en étroite collaboration avec la police.

Quand les enseignants ont appris que les policiers étaient présents pour arrêter le jeune, ils sont montés à une cinquantaine pour protester. Les conditions d'interpellation du jeune les ont révoltés. Le policier le tenait par le col, le poussait sur les adultes et lui faisait mal. Enseignants et assistants

d'éducation ont donc protesté et fait bloc, tandis que l'un des policiers brutalisait un enseignant.

Finalement les deux policiers ont renoncé à arrêter le jeune. Une délégation d'enseignants, de parents d'élèves et d'élèves a été reçue au rectorat le lendemain. Ils ont dénoncé la violence de la police et aussi souligné que la confiance était rompue avec le proviseur. Nombreux sont ceux qui ne se voient pas reprendre à la rentrée avec le proviseur maintenu dans le lycée. Un appel à la grève est déjà lancé, d'autant que les deux policiers ont le culot de prétendre que ce sont eux qui ont été agressés.

Correspondant LO



Lycée Paul Éluard à Saint-Denis, le 20 octobre.

Angoulême : intrusion policière dans les lycées

Vendredi 9 octobre, au lycée Marguerite de Valois à Angoulême, police et proviseur ont déclenché une « *alerte intrusion* ». Ce dispositif est un signal d'urgence censé prévenir et protéger les occupants d'un bâtiment face à un danger grave et immédiat, en l'occurrence l'intrusion d'un individu armé.

Vendredi 9, le prétexte était quelques tirs de feux d'artifice et un feu de poubelle. Les portes du lycée se sont closes, celles des classes aussi, enfermant tout le monde, et les policiers ont investi l'établissement. Cela a provoqué la peur parmi les élèves et le personnel du lycée. C'est l'objectif de ce genre d'alerte, qui a été utilisé dans bien d'autres lycées en France.

Cette fois, à Marguerite

de Valois, les policiers sont allés plus loin : ils sont entrés dans une salle de classe pour arrêter un élève devant tous ses camarades. Il est accusé d'avoir brûlé une poubelle, alors que pour toute preuve, il n'y a qu'une vidéo qui le montre à côté d'une poubelle qui brûle. Le jeune risque de passer devant un juge, ce qui veut dire qu'il aura un casier judiciaire. Comme il est en formation d'agent de sécurité, cela peut revenir à l'interdire d'exercer son futur métier. C'est tout bonnement révoltant.

Cela n'a néanmoins pas empêché des camarades de sa classe de continuer à se retrouver devant le lycée et dans les manifestations pour partager leur colère !

Correspondant LO

Inde : la jeunesse étudiante défie le pouvoir

Depuis le printemps, des millions de jeunes défient le pouvoir du Premier ministre suprématiste hindou, Narendra Modi. Mi-octobre, des manifestations massives ont été durement réprimées dans la capitale, New Dehli, et des milliers de manifestants ont été arrêtés, dont plusieurs dirigeants du Parti du peuple des cafards (CJP), qui en est l'initiateur.

Cette organisation, dont les initiales tournent en dérision celles du Parti du peuple indien (BJP) qui dirige le gouvernement fédéral depuis 2014, est née sur Instagram, en mai 2026, d'un compte créé par Abhijeet Dipke, un étudiant vivant alors aux États-Unis. Il entendait protester contre le mépris du président de la Cour suprême indienne qui avait qualifié de « cafards » et de « parasites » les jeunes chômeurs critiques de l'action gouvernementale. Ironiquement, Abhijeet Dipke avait fixé les conditions pour rejoindre son mouvement : être « fainéant », « au chômage », passer « tout son temps sur Internet » et disposer d'une « capacité professionnelle à se plaindre ». Malgré les mesures de censure numérique, l'initiative cumula aussitôt des dizaines de millions d'abonnés, et jeta des centaines de milliers d'étudiants

dans les rues.

Modi voulut tuer dans l'œuf la contestation. En sus de la répression, il chercha par ses multiples relais à la disqualifier, l'accusant d'être le produit d'une « attaque vicieuse » orchestrée par la gauche marxiste contre le « capitalisme national » et d'un « plan terrifiant pour l'effondrement institutionnel ». Les arrestations et les actes d'intimidation se multiplièrent. Mais la résistance ne fit que s'amplifier, suite à la révélation de fraudes et de fuites massives aux examens, symptômes de la corruption qui gangrène des pans entiers de l'appareil d'État. Le mouvement dénonça parallèlement la misère extrême des écoles du pays et exigea la démission du ministre de l'Éducation. Le 25 juillet, Modi dut le lâcher.

La colère a été relancée par la révision des listes électorales qui a mené à la radiation de 130 millions

d'électeurs parmi la minorité musulmane et dans les classes les plus pauvres. Le CJP exige désormais le départ du chef de la commission électorale et l'annulation de ce texte fait pour permettre à Modi de se maintenir au pouvoir lors des prochaines élections.

La révolte provient des étudiants des grandes villes et de la petite bourgeoisie, qui constituait une large partie de la base électorale du BJP. 90 % des emplois demeurant précaires, c'est-à-dire sans contrat de travail ni droits, l'accès à l'université et à la fonction publique par la voie des concours est pour beaucoup le seul espoir d'une vie meilleure. Depuis 2014, malgré la croissance démographique, Modi a en outre divisé par deux la part du budget consacré à l'éducation. Dans ce pays d'un milliard et demi

d'habitants, dont 600 millions de moins de 25 ans, le chômage touche environ 40 % des diplômés de l'université. Un étudiant se suiciderait toutes les heures. Le Parti des cafards a en quelque sorte transformé leur précarité en identité politique. Il réclame notamment un investissement massif dans les écoles publiques, un plan de relance de l'emploi pour les jeunes diplômés et une redistribution « plus juste » des richesses.

Les dirigeants du CJP nient avoir la moindre ligne politique. S'ils dénoncent l'autoritarisme de Modi, ils affirment être « neutres » et n'avancer que des « mesures concrètes » : une meilleure représentation des femmes, un accès libre à internet et le droit de manifester.

D'abord distant à son égard, le Parti du Congrès, le principal parti d'opposition,

qui a dirigé l'Inde durant des décennies et est largement responsable de la situation générale du pays, lui a apporté son soutien en espérant en tirer des bénéfices électoraux. Quant aux syndicats étudiants liés aux deux principaux partis se réclamant du communisme (sous une forme réformiste et maoïste notamment), ils entraînent une partie des manifestants et fournissent à la contestation une aide logistique. Mais ils n'apparaissent pas comme une direction alternative ni ne cherchent à s'adresser aux classes exploitées.

Grâce à sa détermination, ses initiatives et la sympathie qu'elle inspire, cette fraction de la jeunesse a montré que le pouvoir est fébrile et qu'il est possible de le faire reculer.

Pierre Delage



Manifestation du CJP, le 12 octobre à New Delhi.

Tunisie : manifestation contre la vie chère

Samedi 17 octobre, des milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Tunis, contre la vie chère et les attaques contre les libertés et droits démocratiques.

Les manifestants répon-
daient à l'appel de la centrale
syndicale UGTT et de neuf

organisations politiques,
associatives et syndicales.
Compte tenu de la dérive

autoritaire du régime et de la
chape de plomb qui pèse sur
toute la société, cette journée
a été un succès. En 2021, Kaïs
Saïed s'était octroyé tous les
pouvoirs après avoir réduit
ceux du Parlement. La presse
est muselée, des avocats sont

révoqués, les opposants po-
litiques intimidés ou emprisonnés.
Certains ont été arrêtés et jugés sans preuve pour
« complot contre la sûreté de
l'État ». Et sous couvert de
lutte contre le terrorisme, la
répression s'est abattue sur
des militants, des travail-
leurs, des influenceurs, des
artistes et de simples citoyens
porteurs d'une voix critique.

« Pas de démocratie sans
liberté, pas de dignité avec la
pauvreté ! » Les banderoles
et les T-shirts arborés par
les manifestants affichaient
aussi des slogans sur la dé-
gradation des conditions de
vie. Après un été caniculaire
et des vagues de chaleur in-
tenses qui ont frôlé 50 degrés,
la population est excédée.
Elle s'est retrouvée livrée à
elle-même, face aux coupures
d'eau et à celle non potable
qui coulait des robinets. Elle
s'est retrouvée démunie face

à la pénurie d'eau en bou-
teilles et aux coupures d'élec-
tricité qui ont mis à l'arrêt cli-
matiseurs et réfrigérateurs.

La colère est profonde,
nourrie par la hausse du chô-
mage et l'effondrement du
pouvoir d'achat. L'inflation
touche particulièrement les
produits alimentaires.

La colère est nourrie aussi
par un chômage de masse qui
touche toutes les générations.
Kaïs Saïed, incapable d'ap-
porter la moindre solution
aux difficultés des classes po-
ulaires, tente de détourner
leur colère en multipliant des
discours haineux et xéno-
phobes à l'égard des migrants
subsahariens.

Quinze ans après la ré-
volte populaire de 2011, les
injustices qui avaient conduit
à la chute du dictateur Ben
Ali sont toujours présentes.

Leila Wahda



Le 17 octobre à Tunis.

Île Maurice : émeutes sur fond de misère

À l'île Maurice, un pays de 1,2 million d'habitants situé dans l'océan Indien, les émeutes les plus importantes depuis un quart de siècle se sont produites au cours de la semaine du 12 octobre.

Dans la nuit du 9 au 10 octobre, une femme de 27 ans, Élodie Thomas, a été grièvement blessée à la nuque par le tir d'un policier, alors qu'elle était dans un minibus qui ramenait les employés d'une grande surface de Camp-Levieux, un quartier ouvrier de la commune de Rose-Hill. Les détails qui ont ensuite filtré sur la non-assistance des policiers à la victime ont beaucoup choqué. Deux jours plus tard, les émeutes éclataient, ciblant les véhicules de police, huit commissariats, des infrastructures publiques et une centaine de caméras de vidéosurveillance. Accusant les barons de la drogue d'être à l'origine des émeutes, le gouvernement du Premier ministre Navin Ramgoolam a fermé les écoles et imposé un couvre-feu pendant quatre jours. Cent quatre-vingt huit personnes ont été arrêtées, parfois de tout jeunes adolescents, et plusieurs dizaines d'entre eux sont toujours en détention.

Quelques jours avant le tir policier, des habitants de Camp-Levieux et d'autres parties de l'île avaient manifesté pour réclamer de l'eau. Dans les zones les plus touchées par la pénurie,

l'eau n'est disponible que de 3 heures à 8 heures du matin. Certes, l'île Maurice connaît une sécheresse mais, sur le fond le problème est plus large : le réseau est ancien, près de 60 % de l'eau traitée est perdue et l'argent nécessaire pour une rénovation complète du réseau n'est pas investi. En même temps, les piscines des hôtels et des villas de luxe sont pleines et l'herbe des terrains de golf est bien verte.

Les paysages de carte postale, la mer turquoise, la barrière de corail et les plages de sable fin de l'île Maurice attirent en effet des touristes du monde entier, ainsi que des étrangers fortunés qui s'approprient les littoraux à prix fort. Le pays compte une des fiscalités les plus avantageuses pour les riches, n'imposant ni les plus-values ni les successions. Le gouvernement a créé des « visas dorés » accessibles aux étrangers qui investissent dans l'immobilier ou dans des entreprises locales. L'île est en quelque sorte devenu un paradis pour millionnaires venus d'Europe, d'Asie ou d'Afrique du Sud.

La grande majorité des Mauriciens sont des

créoles, comme les habitants de Camp-Levieux, ou des Indo-Mauriciens, qui descendent respectivement d'esclaves africains et de travailleurs engagés indiens, amenés dans cette île par les puissances coloniales, hollandaise, française puis britannique, en particulier pour cultiver la canne à sucre et enrichir les planteurs. Aujourd'hui, nombre de ces femmes et de ces hommes vivent dans des cases ou dans des bidonvilles. Au-delà du manque d'eau, la population pauvre de l'île voit son niveau de vie laminé par l'inflation, aggravée parce qu'une grande partie des biens de consommation courante sont importés. Toute une partie de la jeunesse, sans perspective, bascule dans la délinquance et dans la drogue. Les Mauriciens des classes populaires se retrouvent même privés de leurs plages, privatisées par les hôtels et les villas qu'ils construisent de leurs mains, et dans lesquelles ils font le ménage ou préparent les repas pour quelque 300 euros par mois.

À sa petite échelle, Maurice est en quelque sorte un concentré des inégalités du capitalisme contemporain, avec tous les ferments pour des explosions sociales comme celle qui vient de se produire.

Michel Bondelet



Près de la résidence du Premier ministre, le 17 octobre à Tirana.

Albanie : la contestation s'étend

En Albanie, les mobilisations pacifiques qui contestent depuis le 31 mai le Premier ministre, Edi Rama, se sont transformées la semaine du 12 octobre en manifestations violentes, toujours plus nombreuses et déterminées.

Depuis plus de quatre mois, des manifestations antigouvernementales rassemblent quotidiennement des milliers de personnes qui réclament le départ de Edi Rama, au pouvoir depuis treize ans et symbole de la corruption du régime. Ces manifestations ont été déclenchées par le projet d'un ensemble d'hôtels de luxe lié à la fille du président américain Donald Trump, Ivanka, et à son gendre, Jared Kushner. Le projet se situe sur l'île de Sazan, à l'entrée de l'Adriatique, en plein milieu des réserves naturelles qui étaient protégées par la loi, jusqu'à ce que Edi Rama la fasse modifier.

Calmes et pacifiques, les manifestations avaient été nommées « révolution des flamants roses ». Mais, depuis mardi 13 octobre, le mouvement a changé de figure. Les manifestants, lassés d'être ignorés et méprisés par le pouvoir, ont été rejoints par des milliers d'étudiants et se sont radicalisés. Chaque jour, la capitale, Tirana, s'embrase. Des bâtiments publics ont été incendiés, des banques dévastées, les feux tricolores démolis, les panneaux de signalisation arrachés et les poubelles brûlées. Jeudi 15 octobre, la contestation s'est étendue à plusieurs villes de province. Dimanche

18 octobre, elle a pris un tour violent, transformant la capitale en zone de combat. Les forces spéciales ont été déployées en renfort de la police. Équipées de boucliers, masques à gaz et véhicules lanceurs d'eau, elles ont fait usage, face aux étudiants qui protestent contre la corruption et les inégalités, de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. Des policiers ont tiré au fusil à pompe. Plus de 1 000 personnes ont été arrêtées, un chiffre des plus importants pour un pays de 2,4 millions d'habitants.

Cette explosion de colère est le fruit de l'accumulation de trente-cinq ans de frustrations depuis la chute du régime dit communiste en 1991. Les promesses de démocratie et de développement économique se sont bien vite envolées et une petite minorité d'oligarques et de capitalistes se sont mis à piller le pays.

Edi Rama, soutenu par l'Union européenne et en affaires avec le clan Trump, a jusque-là réaffirmé qu'il ne quitterait pas le pouvoir. À court d'argument, il a accusé les manifestants d'être manipulés par la Russie.

La mobilisation populaire peut avoir la peau de Edi Rama. Pour changer vraiment les choses, il faudra viser l'ensemble du système.

Serge Benham



Le couvre-feu a été instauré sur un tiers de l'île Maurice.

Le voyage de Macron : au service de Total

Macron s'est rendu dans plusieurs pays du Golfe du 19 au 21 octobre, prétendant vouloir ainsi « sécuriser » les approvisionnements énergétiques de la France et faire baisser le prix des carburants.

L'Élysée a annoncé, mardi 20 octobre, que les Émirats arabes unis et Bahreïn s'engageaient à fournir 200 000 tonnes de gazole supplémentaires par mois. Par quel miracle cela ferait-il baisser les prix ? Mystère.

La ficelle est d'autant plus grosse que Macron est accompagné par les PDG de TotalEnergies et d'Engie, c'est-à-dire les plus gros profiteurs de la crise énergétique. Total est le principal responsable de la flambée des prix, lui qui a réalisé

un coup spéculatif au début de la guerre en Iran, en achetant une immense cargaison de pétrole, pour la revendre ensuite à prix d'or. Les surplus de production promis par les deux monarchies pétrolières iront grossir les profits de Total. Car les barils n'arrivent pas directement à la pompe. Ils seront distribués par TotalEnergies, qui contrôle toute la chaîne d'approvisionnement et donc le prix final payé par les automobilistes.

Cela n'a rien d'un hasard si le groupe a engrangé

11,2 milliards de profits au premier semestre 2026, en hausse de 72 % par rapport à la même période en 2025. Et il prévoit un bond de 146 % sur ses marges de raffinage au 3^e trimestre. Quant à Engie, son bénéfice net atteint 3,3 milliards d'euros au premier trimestre, en hausse de 13,7 %.

Ce n'est pas « la France » qui cherche à sécuriser ses approvisionnements en gaz et en pétrole, mais TotalEnergies et Engie qui veulent sécuriser leurs profits, notamment par la diminution des relations commerciales avec la Russie, aidés par l'État français, et de Macron son VRP en chef du moment.

Camille Paglieri

Rapatriés d'Indochine : une reconnaissance bien tardive

Les sénateurs ont adopté lundi 19 octobre un texte ouvrant la voie à des « réparations de préjudices » pour les rapatriés d'Indochine de 1954.

En 1954, après la chute de Dien Bien Phu, 44 000 personnes ont été rapatriées d'Indochine en France métropolitaine. C'était souvent des compagnes indochinoises de militaires français, leurs enfants, des supplétifs de l'armée, des fonctionnaires de police ou de l'administration pénitentiaire, qui avaient été engagés par l'État français pour maintenir en Indochine sa domination coloniale.

Parmices rapatriés, entre 4 000 et 5 000 personnes sans ressources ont été installées dans une poignée de centres d'accueil gérés par l'État, qui réquisitionna pour l'occasion des camps où avaient été enfermés des réfugiés politiques italiens des années 1930 et des Républicains espagnols en 1936,

comme le camp militaire désaffecté de Sainte-Livrade dans le Lot-et-Garonne. Ces rapatriés d'Indochine y étaient administrés par d'anciens fonctionnaires coloniaux, formés à des tâches qui relevaient plus de l'enfermement administratif que de l'humanitaire. Dans les premières années, une discipline inspirée des règlements militaires y était instituée : lieux clôturés, circulation soumise à autorisation, couvre-feux, cérémonies « au drapeau ».

Alors que les familles n'avaient pas les moyens de s'établir ailleurs, que souvent elles ne parlaient pas français et avaient trouvé du travail dans les usines alentour, l'État chercha à les faire fuir en multipliant les contraintes, à partir de

1959. Certains rapatriés y vécurent néanmoins pendant près de vingt ans. Aucun n'obtiendra le statut de rapatrié, ce qui les privait des maigres droits ouverts par diverses lois.

Le texte, proposé par le socialiste Olivier Faure et qui a été validé il y a plus d'un an par l'Assemblée nationale, arrive soixante-dix ans après les événements. Les personnes concernées par les réparations ne seront que quelques centaines. Et le montant des réparations est estimé à moins de 9 000 euros par personne. Décidément, quand « la Nation exprime sa reconnaissance envers les rapatriés d'Indochine », comme le dit Olivier Faure, et quand elle reconnaît « l'indignité » de leurs « conditions d'accueil », c'est toujours avec le même mépris envers les pauvres.

Serge Benham



Le Café, Centre d'Accueil des réfugiés d'Indochine à Sainte-Livrade.



Manifestation d'étudiants à Liège, le 5 octobre.

Belgique : des jeunes se mobilisent

En Belgique, un mouvement lycéen bien plus minoritaire qu'en France, a commencé à Liège début octobre.

Pendant plus d'une semaine, des centaines de jeunes ont bloqué leur école et manifesté dans cette ville pour dénoncer la dégradation de leurs conditions d'apprentissage, soutenir leurs enseignants et protester contre les mesures d'austérité et l'augmentation du coût des études.

Rapidement, des élèves d'une dizaine d'écoles de Bruxelles et de Wallonie ont embrayé pour tenter d'étendre le mouvement. Et quelques jours plus tard, lors de la manifestation syndicale du 9 octobre à Bruxelles, plusieurs milliers de jeunes de la capitale et du sud du pays se retrouvaient pour dénoncer, non seulement la dégradation des écoles et l'austérité, mais aussi les hausses de prix, les violences policières, le massacre à Gaza, la marche à la guerre et les mensonges des ministres.

N'ayant rien d'autre à proposer que les menaces du « service militaire obligatoire » et de « l'interdiction de TikTok », les responsables politiques ont tout fait pour tuer dans l'œuf ce mouvement.

Le 9 octobre à Bruxelles, une armée de policiers armés d'autopompes et de gaz lacrymogènes a accueilli les manifestants, provoquant au passage leur colère. À Liège, le bourgmestre PS

a interdit tous les rassemblements de plus de trois personnes pendant une semaine. Et, en Flandre, des jeunes témoignent de menaces d'exclusion de leur école s'ils organisaient ou participaient à des blocages.

Dans les médias au nord comme au sud du pays, les images de la « casse » étaient diffusées en boucle pour tenter de décrédibiliser la révolte de la jeunesse et ses revendications.

Après la manifestation du 9 octobre, des jeunes ont continué à chercher les moyens de s'organiser : tentatives de blocage, d'assemblées générales, de manifestations. Ils ont parfois tenu une semaine de plus malgré l'absence d'élargissement du mouvement et les difficultés d'organisation qu'ils découvraient.

Finalement, le 17 octobre, alors que rien n'était officiellement annoncé, près d'un millier de jeunes et de militants d'extrême gauche ont manifesté à Bruxelles et quelques centaines à Liège. Minoritaires et sans réelle autre perspective que d'affronter la police envoyée pour les réprimer, ils tenaient néanmoins, eux aussi, à participer au même instant au mouvement de révolte en cours en France.

Correspondant LO



Migrants : la fabrique de l'errance

Le 14 octobre, au petit matin, la police a embarqué des centaines de migrants réfugiés sous la ligne aérienne du métro parisien, à la station Stalingrad, jetant leurs tentes et leurs matelas.

La nouvelle évacuation de ce campement, qui a sans cesse été recréé au cours des dix dernières années, a été présentée par le maire de Paris, Emmanuel Grégoire, comme une opération humanitaire de « mise à l'abri ».

C'est le prétexte utilisé à chaque évacuation. Une solution d'hébergement serait proposée à 400 personnes. Mais des associations telles qu'Utopia 56 dénoncent l'hypocrisie. En effet, seule une cinquantaine des places d'hébergement proposées par la ville de Paris sont pérennes. Les autres seraient situées dans des « centres d'accueil et d'évaluation des situations » en banlieue parisienne ou des « sas » en province. Ces centres

sont souvent saturés et ne gardent les migrants que quelques semaines. Ils se retrouvent ensuite à nouveau à la rue, mais dispersés. Car tel est le but réel de cette évacuation.

L'État mène en effet une politique qui vise à dissuader les hommes et les femmes qui cherchent un refuge en France de se rassembler et de s'organiser, particulièrement dans des lieux visibles de la capitale. Ils viennent de nombreux pays, en particulier de zones invivables comme le Soudan ou l'Afghanistan. Une bonne partie d'entre eux sont des demandeurs d'asile, qui n'ont pas le droit de travailler. Leur dispersion brise leurs liens de solidarité ainsi que la continuité du

suivi associatif, indispensables aux soins et aux démarches administratives. Utopia 56 parle de politique de harcèlement et de « nettoyage social ». Et cette politique a tendance à se durcir. Ainsi, l'association était interdite d'accès lors de l'embarquement dans des cars le 14 octobre, tout comme Médecins du Monde, ce qui est une première.

Au métro Stalingrad, la première évacuation date de 2016. Six jours avant l'évacuation sous le métro, la police en menait une autre, quai de Jemmapes et à proximité du métro Jaurès. Gouvernement après gouvernement, la politique reste la même : démoraliser et dissuader les migrants, afin que leurs proches, dans d'autres camps mais loin de l'Europe, renoncent à la traversée. C'est aussi inhumain qu'illusoire.

Thomas Baumer

Impôt sur les sociétés : les fraudeurs sont les capitalistes

La Direction générale des finances publiques a publié pour la première fois une étude sur les fraudes ou erreurs dans les déclarations des entreprises.

Six milliards d'euros manquent chaque année à l'appel de l'impôt sur les sociétés.

La moitié correspond à des fraudes des grandes entreprises. Quant au secteur financier, il représente plus de 25 % du manque à gagner total.

La technique la plus courue pour payer moins d'impôts consiste apparemment à gonfler les dépenses pour faire baisser les bénéfices déclarés. Mais les moyens sont nombreux, dont par exemple le transfert de ces bénéfices vers l'étranger pour éviter

l'impôt ou la déclaration carrément mensongère qui « oublie » une partie du chiffre d'affaires.

Dans la foulée, l'ONG Oxfam France a déposé mardi 13 octobre un recours en justice contre l'État pour dénoncer l'inégalité face à l'impôt, ce que résume ainsi son communiqué : « Un milliardaire français paye proportionnellement moins d'impôts qu'une infirmière ou qu'un pompier. »

Marlène Stanis

Rima Hassan en procès : non à la mise au pas derrière Netanyahu !

L'eurodéputée LFI Rima Hassan comparaît devant le tribunal correctionnel de Paris pour « apologie du terrorisme ». Le parquet a requis dix mois de prison avec sursis et deux ans d'inéligibilité.

Pour tenter de faire taire cette voix propalestinienne, un député RN, suivi du ministre de l'Intérieur, avait évoqué un tweet où elle citait, dénonçant le massacre des Gazaouis sous l'égide de Netanyahu : « Tant qu'il y aura oppression, la résistance ne sera pas seulement un droit, mais un devoir », phrase d'un militant du FPLP, un nationaliste palestinien ayant participé à un attentat meurtrier à l'aéroport de Tel Aviv en 1972, dans lequel 26 passagers avaient été tués.

À l'heure où 74 000 Palestiniens, dont 21 000 enfants,

ont été écrasés sous les bombes de l'armée israélienne, s'en prendre non aux terroristes d'État qui pilotent cette armée, non aux grandes puissances qui les soutiennent, mais à celle qui dénonce ce massacre, est particulièrement révoltant.

Ce procès politique vise à bâillonner tous ceux qui dénoncent l'oppression de la population palestinienne et la guerre d'extermination menée à Gaza par Netanyahu et le gouvernement d'extrême droite.

Viviane Lafont



Rima Hassan à Marseille, le 21 avril 2024.

Les casseurs du petit commerce

Devant les caméras, le ministre du Commerce, Serge Papin, a déploré le saccage de 3 500 commerces en marge des manifestations du 17 octobre.

Or l'an dernier, sans que des casseurs n'y soient pour grand-chose, plus de 13 000 commerces ont tout de même fermé leurs portes. Les causes de ces faillites sont connues : loyers trop élevés imposés par les propriétaires d'immeubles sur les grandes avenues, ainsi que sur les rues piétonnes des centres-villes ; endettement auprès des banques qui ne font pas de cadeaux ;

concurrence des géants de la distribution qui multiplient les surfaces de vente en périphérie et utilisent à fond le commerce en ligne...

Mais on n'a pas entendu le ministre, ex-dirigeant d'un réseau de la grande distribution, s'émouvoir et se révolter contre les effets destructeurs de la course au profit. Et, comme l'assassin revient toujours sur les lieux de son crime, le PDG de Carrefour, son ex-collègue, est venu à la radio témoigner de sa solidarité avec les petits commerçants.

Lucien Détroit

Hôpital Meulan-Les Mureaux : la mobilisation ne faiblit pas

Mardi 13 octobre, plus de 600 personnes ont battu le pavé, en soirée, de la mairie des Mureaux à l'hôpital de Meulan, dans les Yvelines, pour protester contre la fermeture prévue de la Maternité, de la Chirurgie et de la Réanimation.

Portant fièrement le T-shirt « Sauvons l'hôpital de Meulan-Les Mureaux », une pancarte ou un flambeau à la main, les manifestants ont fait entendre leur colère et leur inquiétude.

En effet, si l'Agence régionale de santé (ARS) parvient à ses fins, cet hôpital de proximité est menacé. Il dessert un bassin de population de plusieurs centaines de milliers d'habitants qui n'auraient plus que le choix d'aller se faire soigner à l'hôpital de Poissy ou à celui de Mantes-La-Jolie. Or, ces deux établissements, distants de 20 à 25 kilomètres sont déjà saturés, et l'ARS n'envisage absolument pas

de les doter d'effectifs et de moyens supplémentaires.

Le fait que l'État s'en prend à une population modeste pour ne pas dire

pauvre a été souvent dénoncé dans les interventions précédant le départ de la manifestation.

Mais voilà, les pauvres ne se laissent pas faire. À côté de l'intersyndicale, un collectif de défense et de développement du CHIMM (Centre hospitalier

intercommunal de Meulan-Les Mureaux) s'est mis en place. Très dynamique, accueillant toutes les bonnes volontés, le collectif fait signer une pétition, distribue des tracts partout où il y a du monde, se rend devant les lycées de la ville, et appelle à amplifier encore

la mobilisation.

Mardi 20, l'ARS, qui devait venir à Meulan pour statuer sur l'avenir de l'hôpital, a préféré repousser le rendez-vous à une date ultérieure. En tout cas, personne ne veut baisser les bras.

Correspondant LO



Rassemblement contre le démantèlement de l'hôpital de Meulan-Les Mureaux le 14 octobre.

Fermeture des maternités : insoutenable !

En vingt ans, 30 % des maternités de proximité ont fermé en France.

L'ARS (Agence régionale de santé) d'Île-de-France, exécutrice des volontés des gouvernements, ne voit aucun lien entre ces fermetures et le fait que la mortalité infantile a fortement progressé.

D'après elle, seules les inégalités sociales et l'accès aux soins insuffisant dans certaines zones populaires en seraient responsables.

Ces données, l'Académie de médecine ne peut pas les ignorer. Cela ne l'a pas empêchée de remettre un rapport, le 28 septembre, à la ministre de

la Santé, dans lequel elle qualifie « d'insoutenable » le maintien de nombreuses maternités à faible activité, et de préconiser d'en fermer 111 !

Heureusement, les médecins, le personnel et les sage-femmes, qui sont quotidiennement au contact des femmes et de

leur bébé, ont un sens de l'humanité que n'ont pas les gestionnaires des hôpitaux. Pour les soignants, ce qui est insoutenable, c'est d'être en sous-effectif permanent, de s'épuiser pour des salaires insuffisants et de voir la mortalité infantile progresser.

Correspondant LO

Scania – Angers : les maîtres-chanteurs

Petrus Sundvall, le PDG de l'usine Scania d'Angers, en a gros sur le cœur.

De « trop nombreuses normes » retiendraient le groupe d'investir les 70 millions d'euros promis lors du sommet Choose France en juin, en vue d'accélérer la production de poids lourds électriques. Et de menacer de fermer le site ouvert en 1992, « si la trajectoire ne change pas ».

Pleurer la bouche pleine est typique des grands patrons, dans tous les pays. Et agiter comme un épouvantail de possibles licenciements, dans le but d'intimider les travailleurs et de leur faire courber la tête, est aussi une vieille ficelle.

Quand on y regarde de plus près, la seule crainte de Scania est que les aides versées par l'État aux grandes entreprises de transport pour l'acquisition de camions électriques – jusqu'à 100 000 euros par véhicule aujourd'hui – soient revues un peu à la baisse l'an prochain.

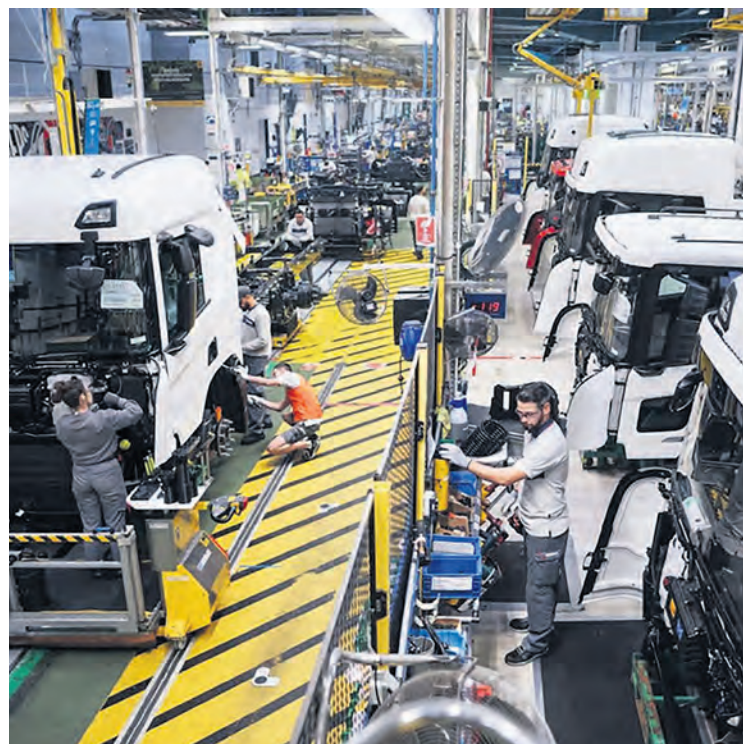
La petite phrase de menace n'est donc qu'une

manière de rappeler au gouvernement Lecornu que « L'argent public, c'est tout pour le capital ! ». Mais le groupe est loin d'être sur la paille.

Les parasites capitalistes,

non contents d'exploiter les salariés, avec en plus chez Scania-Angers la modulation haute et les samedis travaillés, ont pris la mauvaise habitude d'être en permanence sous perfusion d'argent public. C'est du vol pur et simple.

Correspondant LO



SCANIA.WEBP

Morts au travail : l'exploitation tue

L'Assurance maladie a publié le chiffre des morts au travail pour 2025. C'est à nouveau un triste record avec 1 331 décès, en comptant les accidents de trajet. 783 travailleurs sont morts à leur poste.

Les victimes de moins de 25 ans sont surreprésentées par rapport à leur taux d'emploi dans les entreprises. Les employeurs n'hésitant pas bien souvent à mettre les jeunes sur des postes dangereux alors qu'ils n'ont ni l'expérience de salariés plus anciens, ni la formation qui leur permettrait de se protéger. Encore ces chiffres ne prennent-ils pas en compte les salariés et exploitants du secteur agricole, ni les fonctionnaires.

Un collectif « familles stop à la mort au travail » de proches des victimes s'est réuni du vendredi 16 au dimanche 18 octobre pour dénoncer cette hécatombe, plus de deux morts au travail par jour. Ses membres l'ont créé en

2023 pour mettre fin à l'invisibilité de ces décès, car si les crimes crapuleux font la une de la presse, les accidents mortels du travail laissent bien indifférents les grands médias, ignorés ou relégués dans un coin obscur. Le collectif dénonce aussi le parcours du combattant que représentent pour les familles les démarches qui suivent le décès, les rapports difficiles avec la gendarmerie ou la police, l'impossibilité d'avoir des renseignements sur le dossier, les employeurs qui se défilent ou les interminables procédures d'assurance.

Cette augmentation du nombre des morts au travail est le résultat d'une exploitation sans cesse accrue des salariés. La classe ouvrière paye dans sa chair, au sens propre, la course aux profits. Tous ces morts, ainsi que le mépris exercé envers leurs proches, ont de quoi attiser la colère.

Daniel Mescla

Autoentrepreneurs : c'est aussi l'exploitation

Plus de deux millions d'autoentrepreneurs ont déclaré un chiffre d'affaires en 2025. La même année, 758 600 nouvelles microentreprises ont été immatriculées, un record.

Près du tiers de ces autoentrepreneurs sont par ailleurs des salariés ayant eu besoin de compléter leur salaire trop bas. Des travailleurs au chômage complètent ainsi leur allocation. Cela concerne aussi des retraités, des personnes ayant déjà tenté de créer leur entreprise dans le passé et des étudiants, de plus en plus nombreux. Mais beaucoup d'autoentrepreneurs n'ont pas d'autre revenu que celui-là pour vivre, un revenu dont la médiane dépasse à

peine la moitié du smic et n'excède que de 20 % le RSA. Et dans ce secteur l'inégalité entre les femmes et les hommes est plus élevée que chez les salariés.

Celles et ceux qui pensaient ainsi pouvoir mieux s'en sortir qu'en travaillant pour un patron doivent souvent déchanter. L'avantage d'avoir des horaires libres se traduit par des heures à n'en plus finir pour toucher un minimum. Certains abandonnent au point que six microentreprises sur

dix ayant démarré une activité il y a cinq ans ont aujourd'hui disparu. D'autres n'avaient pas d'illusion dès le départ, conduits là par le chômage ou au sortir d'un enchaînement de petits boulots. Enfin, ils sont 13 % à indiquer qu'ils ont créé leur entreprise à la demande d'un patron qui voulait bien d'eux, mais pas comme salarié, avec une proportion plus élevée dans le bâtiment et dans l'hôtellerie ou la restauration. Au nombre des donneurs d'ordres, on trouve aussi les plateformes internet comme Uber qui prélèvent environ 25% de ce qui est payé par le client. Même si le salariat déguisé



Un des livreurs autoentrepreneurs mobilisés le 18 mars 2025, à Rennes.

et le travail dissimulé sont en principe passibles de sanctions, les contrôles sont limités, constate l'enquête, et certains vont en justice pour faire requalifier leur contrat en contrat de travail salarié.

La multiplication des autoentrepreneurs permet de payer une partie du monde du travail encore

moins cher. En outre, les réductions de cotisations sociales peuvent entraîner des difficultés accrues lors d'une maladie, d'un accident du travail et au moment de la retraite. En clair, les autoentrepreneurs n'échappent pas à l'exploitation capitaliste mais sont en plein dedans.

Jean Sanday

Inspecteurs du travail – Grenoble : recul du ministre

Lundi 12 octobre, le ministère du Travail a annoncé ses décisions concernant les deux inspecteurs du travail menacés de sanctions graves : 15 jours de suspension pour l'un et un blâme pour l'autre.

C'est incontestablement un recul, puisque l'un d'entre eux était menacé de mutation disciplinaire. Et c'est le fruit de cinq semaines de grève reconductible, de nombreuses actions menées avec le soutien de la CGT et de SUD, et d'organisations politiques.

Le combat continue cependant contre la

dégradation des conditions de travail, contre les pressions exercées sur les inspecteurs du travail. Rappelons entre autres que leur hiérarchie, coraquéée par la préfecture, avait intercepté leurs courriers envoyés à plusieurs patrons d'entreprises de plus de quinze salariés leur rappelant l'interdiction de faire travailler leur personnel le 1^{er} mai et la possibilité de faire des contrôles ce jour.

Alors bravo à leur détermination. Le combat continue !

Correspondant LO

Erode – Verberie : patrons criminels

L'entreprise Erode à Verberie dans l'Oise emploie une vingtaine de salariés et fabrique des pièces métalliques, notamment pour le secteur de la mode et du luxe.

Erode a été condamné, lundi 12 octobre, à 20 000 euros d'amende, dont 10 000 euros avec sursis, pour « blessures involontaires ».

En juin 2024, un travailleur avait eu la main écrasée dans une presse de 80 tonnes et a dû être amputé de trois doigts.

L'inspection du travail avait relevé de nombreux manquements à la sécurité dans l'enquête qui a suivi : absence de signalisation,

d'équipements de sécurité, de formation, consignes transmises oralement. La machine, elle, n'avait pas de dispositif d'arrêt d'urgence. Sans surprise, la direction a contesté et affirmé que toutes les précautions avaient été prises, donc qu'elle n'y était pour rien.

L'entreprise doit donc déboursier 10 000 euros. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas cher payé pour avoir mutilé un

ouvrier. En plus, c'est une ouvrière en stage de reconversion professionnelle dans l'usine, qui travaillait sur la presse depuis seulement 15 jours, qui s'est trouvée accusée. La substitut du procureur qui avait seulement demandé une amende symbolique contre l'entreprise a requis contre elle six mois de prison avec sursis. Elle a finalement été condamnée à 2 000 euros d'amende avec sursis.

Quant au patron, il continue à faire tourner l'usine dans des conditions dangereuses.

Correspondant LO

Cancers professionnels : travailleurs ultraexposés

L'exposition prolongée aux rayons ultraviolets (UV) est dangereuse et peut causer des cancers de la peau.

Chacun le sait et tâche de se protéger au cours de l'été. Or 3,5 millions de travailleurs sont aussi exposés par leur activité professionnelle selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses).

Ils travaillent en plein air dans l'agriculture et le BTP bien sûr. Ce sont aussi des postiers, des saisonniers sur les plages en été ou à la montagne en

hiver. D'autres, au nombre de 350 000, sont exposés aux UV artificiels, mais non moins dangereux : lors d'opérations de désinfection ou de stérilisation, dans des serres horticoles éclairées aux UV, ou bien lorsque le soudage, le gravage et la découpe de matériaux émettent des UV.

Ces risques que font courir des patrons à leurs employés sont jusqu'à

présent largement minimisés. Il n'existe aucun tableau de maladie professionnelle spécifique à l'exposition aux UV, ce qui rend très compliqué à un salarié malade de faire reconnaître le lien entre sa maladie et son travail.

L'Anses préconise des horaires de travail adaptés, ce qui serait la moindre des choses. Mais, même ce minimum, les travailleurs devront l'imposer.

Lucien Détroit



Rassemblement devant l'inspection du Travail de Grenoble.

Fonderie de Bretagne – Caudan : 244 salariés licenciés

Jeudi 15 octobre, le tribunal de commerce de Lorient a prononcé la mise en liquidation judiciaire de la Fonderie de Bretagne, située à Caudan près de Lorient.

Créée par Renault à la fin des années 1960 suite à la fermeture des Forges d'Hennebont, l'entreprise appelée alors SBFM (Société bretonne de fonderie et de mécanique) fabriquait des pièces pour l'automobile et a employé plus de 1 000 salariés. En 1998, Renault a vendu la fonderie, qui comptait alors 920 salariés. Depuis, plusieurs repreneurs se sont succédé avec, à chaque fois,

une diminution d'effectifs : départs en préretraite, plan amianté...

Le dernier en date, en mai 2025, le fonds d'investissement Europlasma a repris l'usine avec la promesse d'y fabriquer des milliers de corps d'obus. En réalité, il s'est avéré que le financier principal d'Europlasma, qui avait son siège aux Bahamas, n'était intéressé que par les aides de différentes

collectivités.

La production n'a en fait jamais repris. Pourtant, tous les politiciens locaux, de droite comme de gauche, avaient accueilli ce nouveau repreneur en sauveur, le ministre de l'Industrie se vantant même d'avoir œuvré pour trouver une solution viable. Le tribunal de commerce a fini par écarter ce spéculateur et a décidé la fermeture de la fonderie. Ce sont 244 travailleurs qui se retrouvent à la porte. Comme le déclarait un licencié : « On a le sentiment



Devant la fonderie en Bretagne en juin 2026.

d'une trahison, et puis nous faire languir comme ça... On nous a fait marnier pour rien. »

Les députés du Morbihan et les élus de la Région ont fait semblant de s'occuper du sort de l'entreprise, mais ils n'ont aucun pouvoir sur les financiers. Les

constructeurs automobiles, dont Renault pour qui travaillait la fonderie, auraient les moyens de maintenir les emplois, mais leurs profits passent avant la vie des centaines de familles qui se retrouvent dans l'angoisse du lendemain.

Correspondant LO

Renault – Flins : contre les pressions et les salaires au rabais !

À l'usine Renault de Flins, plusieurs dizaines de travailleurs ont fait grève les 12 et 13 octobre, dans l'atelier Renew où les voitures d'occasion sont réparées.



Rassemblement à Renault Flins le 16 septembre 2026.

Ils ont arrêté le travail une ou deux journées, et ce dans les deux équipes, matin et après-midi. La direction l'a bien cherché. Depuis des mois, elle enfourche n'importe quel prétexte pour tenter les intimidations, les pressions de toutes sortes, les rappels à l'ordre.

En fait, elle voudrait bien faire marcher au pas tous les travailleurs de l'usine... mais n'y parvient guère.

Cette fois-ci, dans un des deux secteurs de mécanique, elle avait convoqué un travailleur pour le sanctionner : ses chefs prétendaient l'envoyer faire des retouches

en mécanique, alors qu'il est peintre. La direction a reçu ce qu'elle méritait, un bon avertissement sous forme d'une grève de tous les travailleurs de l'atelier !

Dans un autre secteur de Renew, les travailleurs ont débrayé contre le fait que les salaires stagnent depuis des années et que le pouvoir d'achat recule, surtout ces derniers mois, suite aux augmentations des prix.

Ils ont apposé des affichettes sur les portes des cabines de peinture et sur les portes des salles de pause disant : « Le carburant augmente, les loyers augmentent, le prix des courses augmente, le gaz et l'électricité augmentent... Et les salaires ? »

C'est tellement vrai que, dans toute l'usine, beaucoup de leurs camarades sont convaincus de la nécessité d'augmenter les salaires pour rattraper la perte de pouvoir d'achat, et de faire en sorte que la paye suive la hausse des prix.

Correspondant LO

Duralex : le rachat supprime 60 emplois

La verrerie Duralex, reprise en 2024 par ses travailleurs sous forme de scop, vient d'être cédée au patron de Tomé, holding spécialisée dans le rachat d'entreprises, et propriétaire de Tupperware.

Le ministre délégué chargé de l'Industrie, le maire d'Orléans de droite et le président de Région socialiste se félicitent de cette reprise. Selon eux, celle-ci sauve « un savoir-faire, une marque emblématique et une industrie fleuron du « made in France ».

Le nouveau patron entend bien faire des bénéfices en réduisant la masse salariale et en remplaçant le vieux four à gaz par un four électrique. « On va produire le verre le plus vert du monde », a-t-il affirmé. Certes, mais surtout un verre subventionné par de l'argent public, car si le patron a mis dix millions sur la table, l'État en a mis quatre, tandis que

la métropole et la Région en ont apporté deux.

Pour les 220 travailleurs, qui ont appris que 60 emplois seraient supprimés, le soulagement se mêle au scepticisme et à la résignation. C'est le troisième repreneur en cinq ans et l'échec de la scop a laissé un goût amer. Malgré les millions apportés par les collectivités locales, un carnet de commandes plein et le succès de la levée de fonds participative, les comptes de la scop sont restés dans le rouge.

La scop prouve que les travailleurs sont tout à fait capables de gérer et d'organiser le travail, mais à l'échelle d'une seule entreprise, ils restent soumis aux lois du marché et à la mainmise des banquiers. C'est toute l'économie que les travailleurs doivent arracher aux capitalistes pour la mettre au service de tous.

Correspondant LO

Hutchinson-Briare : casseur d'emplois

Les soixante-sept travailleurs de l'usine Hutchinson de Briare dans le Loiret viennent d'apprendre que leur patron projette la fermeture de l'usine d'ici la fin 2028, sous prétexte de manque de rentabilité. Ils devront

choisir entre aller travailler dans d'autres usines du groupe, à Chalette à 43 km, ou à Fleury-les-Aubrais ou Vierzon à plus de 70 km. Alors vu les prix du carburant, c'est révoltant.

Et pour ceux qui ne pourraient ou ne

voudraient pas faire la route ou déménager, cela voudra dire la perte de leur emploi dans une région déjà très touchée par le chômage. C'est un coup de massue, et il y a vraiment de quoi être en colère.

Depuis 2021, le groupe Hutchinson s'est débarrassé de plusieurs centaines de travailleurs des usines de la région. Il a versé 180 millions de dividendes en 2025 au groupe Total, qui lui-même, par le racket à la pompe et

l'exploitation accrue, a fait onze milliards de profit en six mois. C'est aux patrons de payer, il n'y a aucune raison que ceux, dont le travail a permis d'accumuler ces richesses, perdent leur emploi.

Correspondant LO

Stellantis – Mulhouse : trois chauffeurs morts en dix-huit mois

En un an et demi, trois chauffeurs routiers travaillant pour des transporteurs sous-traitants de Stellantis sont morts sur le site de Mulhouse.

Le dernier était polonais, celui d'avant espagnol et le premier tchèque. Trois morts parmi les chauffeurs qui, tous les jours, apportent les pièces à l'usine ou emportent les voitures.

Depuis des années, les patrons de l'automobile ont fait la chasse aux stocks. Garder des pièces dans des entrepôts, ça coûte de l'argent. Alors ils ont décidé de les faire venir au dernier moment, parfois de l'autre

bout de l'Europe. Les stocks ne sont plus dans les usines, ils sont dans les camions, sur les routes. Et si un camion arrive en retard, c'est toute une chaîne qui peut s'arrêter.

Pour payer le transport le moins cher possible, les constructeurs font jouer la concurrence entre les transporteurs. Beaucoup de chauffeurs viennent des pays de l'Est, et de plus en plus du Maroc. Les patrons

profitent des bas salaires de certains pays. Et ce sont les chauffeurs qui doivent avaler les kilomètres, tenir les délais et subir la pression pour livrer à l'heure.

Pendant le Covid, on a pourtant vu ce que donnait cette organisation. Il suffisait qu'une usine de pièces ferme ou qu'un transport soit bloqué pour que des milliers d'ouvriers se retrouvent sans travail. Mais les patrons ont continué à faire la chasse aux stocks, à réduire les coûts et à faire pression sur les travailleurs.

Pendant ce temps, les profits se sont accumulés : Stellantis a réalisé plus de 55 milliards d'euros de bénéfices entre 2021 et 2024, et ses actionnaires ont encaissé des milliards de dividendes.

Pour fabriquer une voiture, il faut des milliers de travailleurs. Ceux qui fabriquent les pièces, ceux qui les transportent et ceux qui les montent sur les chaînes. Tous participent à la même production. Mais les patrons les séparent entre entreprises, pays et contrats différents, et les mettent

en concurrence pour payer toujours moins. Ce sont les grands groupes et leurs actionnaires qui décident de toute cette organisation, avec une seule idée en tête : faire le maximum de profits. Les travailleurs, eux, en supportent la fatigue, les pressions et les risques.

Pour les travailleurs, en finir avec cette organisation capitaliste où tout passe après les profits des actionnaires est une nécessité vitale.

Correspondant LO

Les patrons font chômer, les ouvriers trinquent !

À Stellantis, à Mulhouse, après plusieurs vendredis chômés en septembre, la direction impose au moins onze jours de chômage en octobre.

Pour les embauchés, c'est plus de 200 euros de salaire en moins. Pour les intérimaires, chaque journée chômée est une journée sans paie. Avec onze jours perdus, presque la moitié du salaire du mois disparaît ! Et ces intérimaires ont des contrats de 35 heures pour « surcroît d'activité ».

On les fait travailler quand les chaînes tournent, puis on les renvoie chez eux sans salaire quand la production s'arrête. Depuis des années, des milliers d'entre eux se succèdent sur les mêmes postes.

La direction invoque la baisse des ventes et les stocks trop importants.

Pourtant, c'est elle qui a imposé des cadences toujours plus élevées et supprimé des postes, pour produire davantage avec moins d'ouvriers. Aujourd'hui, elle réduit la production et fait payer la facture à ceux qui travaillent. Pour un ouvrier, perdre plusieurs centaines d'euros, c'est devoir choisir entre des dépenses pourtant indispensables.

Stellantis a accumulé des milliards de bénéfices et ses



Chaîne de montage à Mulhouse en juin.

actionnaires ont encaissé des milliards de dividendes. Cet argent, c'est le travail de tous les salariés qui l'a produit. Il doit servir à garantir les salaires, à maintenir les

emplois et à embaucher les intérimaires.

Les patrons ont décidé du chômage. Qu'ils le paient, jusqu'au dernier euro !

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal octobre 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Cisjordanie : nettoyage ethnique sans témoins

La récolte des olives en Cisjordanie occupée est une période clé dans la vie économique de dizaines de milliers de familles d'agriculteurs palestiniens. Elle est donc devenue une cible privilégiée des colons israéliens d'extrême droite.

Installés dans des fermes qui sont en réalité des avant-postes destinés à gagner du territoire sur la population des villages palestiniens, au-delà des colonies officielles, ces groupes de nervis israéliens ont multiplié les attaques, avant même le déclenchement de la guerre après le 7 octobre 2023. Celles-ci sont devenues impossibles à recenser pour les ONG qui tentent de le faire, les attaquants s'en prenant à des maisons, des champs, des bâtiments publics, mais aussi des agriculteurs au travail, des villageois tentant de se déplacer sur une route, toujours soutenus

par une armée d'occupation qui ne fait même pas semblant de protéger les habitants palestiniens. Le 13 octobre, un bus qui emmenait les enfants à l'école du village voisin, dans la région de Masafer Yatta, au sud du territoire, a été pris en embuscade par des colons, blessant gravement plusieurs enfants.

S'attaquer à la récolte des olives, commencée fin septembre, est une des tactiques de ces colons pour s'en prendre aux ressources des villageois dans l'optique de les chasser de leurs terres. Cette année plus encore qu'en 2025, les groupes de colons d'extrême droite,



Un agriculteur palestinien devant un olivier brûlé par les colons israéliens, le 16 octobre.

plus nombreux, harcèlent les agriculteurs dont la récolte doit être réalisée à ce moment, organisent des raids, parfois meurtriers, à l'aide de bulldozers, quand ils n'ont pas auparavant déjà arraché des dizaines d'oliviers centenaires.

Pour faire connaître la lutte des Palestiniens de Cisjordanie et protester contre le nettoyage

ethnique que le pouvoir israélien encourage, des ONG, des associations de soutien à la population palestinienne, des journalistes engagés ont répondu aux appels et tenté de protéger par leur présence les agriculteurs lors de la récolte. Parmi les nombreuses victimes des agressions de colons, certaines plus connues, comme la

journaliste américaine Heidi Levine ou des membres d'une délégation diplomatique qui ont été attaqués les 16 et 17 octobre, roués de coups et blessés. Il n'est en effet pas question pour cette phalange avancée de la colonisation israélienne de laisser des témoins, surtout occidentaux, documenter leurs crimes.

Viviane Lafont

Détroit d'Ormuz : un blocus qui rapporte aux armateurs

Depuis le mois de février et l'attaque américano-israélienne contre l'Iran, le détroit d'Ormuz est quasiment fermé à la navigation.

Les conséquences de ce blocus sont nombreuses et connues : spéculation sur les carburants et hausse des prix de l'énergie entraînant une reprise de l'inflation ; arrêt des expéditions d'engrais menaçant la production agricole de l'Inde au Brésil et, par conséquent, des populations déjà démunies ; arrêt de milliers de navires et, en février, séquestration de fait de 20 000 marins.

Il y a, d'après l'organisation maritime internationale (OMI), encore 6 000 marins bloqués dans le Golfe, à bord de leur navire à l'ancre. Mais il y a aussi des armateurs qui demandent aux équipages de forcer le blocus. Des porte-conteneurs

et surtout des pétroliers tentent ainsi l'aventure, de nuit, tous feux éteints, coupant leur signalisation satellite et, de fait, avec l'accord sinon la protection de la flotte américaine. La manœuvre consiste à faire passer de petits navires, plus discrets et dont la perte serait moins onéreuse, pour aller ravitailler les grands pétroliers à l'extérieur du Golfe. Depuis février l'OMI recense 115 attaques de navires dans la région d'Ormuz et dans celle de Bab-el-Mandeb, les deux dernières vendredi 16 octobre. Plusieurs bateaux ont coulé, d'autres ont été abandonnés par leur équipage et sont à la dérive. Trente marins y ont laissé leur vie depuis le

début de la guerre.

Le *Financial Times* de Londres écrivait le 16 octobre que les armateurs proposent une prime de 50 000 dollars à des marins dont le salaire de base est de 1 500 dollars pour qu'ils acceptent de prendre le risque. D'autres sources racontent que le salaire des marins est multiplié par trois ou quatre et que celui du capitaine atteindrait 100 000 dollars par mois pour passer le détroit. C'est possible, mais le salaire minimum international des marins reste de 678 dollars par mois et ne concerne évidemment que les compagnies légalement enregistrées. En outre, l'accord de doublement en cas de danger est très rarement respecté. Enfin, il est peu probable qu'on demande leur avis et qu'on offre une prime aux équipages isolés, mal nourris et séparés des leurs depuis un an ou plus.

Il est certain, en revanche, que le prix facturé par les armateurs pour un pétrolier est passé de 50 000 à plus d'un million dollars par jour, et là-dessus, on peut croire le *Financial Times* !

Paul Galois

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud Élection présidentielle 2027

La Roche-sur-Yon

Samedi 24 octobre à 18 h 30
Maison de quartier Pont-Morineau
Place Coubertin

Cholet

Mercredi 28 octobre à 18 h 30
Salle de la Bruyère

Évreux

Vendredi 30 octobre à 19 heures
Maison de quartier de la Madeleine
Place J. F.-Kennedy



Fêtes de Lutte ouvrière

Yvelines

Samedi 24 octobre
à partir de 16 h 30
Salle C.-Faure, Limay
Débat avec Jean-Pierre
Mercier à 18 heures

Besançon

Samedi 7 novembre
à partir de 15 heures
Grand Kursaal
2 Place du Théâtre
Débat avec Nathalie Arthaud
à 16 heures

Compiègne

Samedi 14 novembre
à partir de 16 heures
Salle des fêtes de
Margny-lès-Compiègne
Débat avec Jean-Pierre
Mercier à 18 heures

Caen

Samedi 14 novembre
Maison de quartier de La Folie
Couvrechef
Débat avec Nathalie Arthaud
à 18 heures

Cercle Léon Trotsky Les révolutionnaires et la démocratie bourgeoise

Samedi 7 novembre à 15 heures
Théâtre de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité, Paris
(Participation aux frais 3 euros)